l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

DIELE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1416 – 25 août 1995 – prix : 9F

salaires bloqués, vie chère, chômage, précarité,

# VOILÀ LA RENTRÉE DU GOUVERNEMENT AUX TRAVAILLEURS DE PRÉPARER LA LEUR!

Quel que soient les responsables et les mobiles des attentats à Paris,

M 6189 - 1416 - 9,00 F

UNE POLITIQUE CRIMINELLE

#### **SOMMAIRE**

3 - L'éditorial d'Arlette Laguiller

#### Les caravanes de LO

- 2 Les meetings d'Arlette Laguiller
  - Les villes visitées

#### **Politiciens**

4 — Les 100 jours de Chirac-Juppé Mal-logés : pendant les expulsions, les discours continuent

#### **PCF**

5 - Le PCF et Chirac: un discours complaisant

#### Leur société

- 2 Le retour de Tyson
- 5 Diplômés ou non, peu d'avenir pour les jeunes
- SNCF: les bonnes affaires... payées par les cheminots et les voyageurs
  - Les prix des pots-de-vin s'envolent
  - En Allemagne comme en France: les mêmes recettes
- 12 La soif des profits aggrave la sécheresse La nature victime
  - du capitalisme - La pollution,

un fléau pas naturel

#### Dans le monde

- 6 « Made in USA »... par des esclaves
- Travail des enfants au Pakistan
- 7 USA: l'exécution d'Abu-Jamal n'a été que repoussée
- Ex-Yougoslavie: le puzzle sanglant des grandes puissances
- 8 Israël : l'attentat de Jérusalem
  - Israël: quand les historiens parlent de terrorisme d'État
  - Rwanda :un demi-million de morts accusent l'impérialisme français

#### Dans les entreprises

- 10 SNECMA Villaroche: pas de chômage pour les coups tordus
  - ALSTHOM Saint-Ouen: des plans de licenciements à répétition

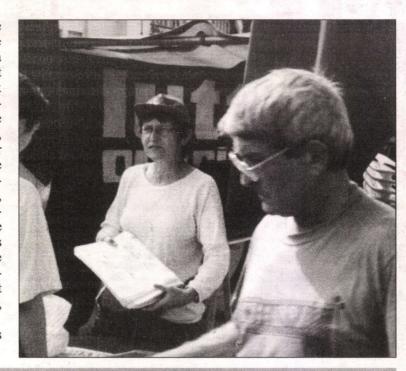
#### Lire

- 11 La mise à mort de Christoph Hein
  - Du crime au bourreau d'Arthur Upfield

#### **VENEZ DISCUTER** AVEC LUTTE OUVRIÈRE!

Durant tous les mois de juillet et d'août, les militants de Lutte Ouvrière ont sillonné la France, à la rencontre de ceux et de celles qui désiraient mieux connaître les idées, les propositions, les objectifs de Lutte Ouvrière. Durant ces 300 étapes, nous avons pu ainsi rencontrer des milliers de travailleurs, de jeunes, de moins jeunes, de militants. Deux mois de discussions, de rencontres ainsi que l'assistance aux meetings d'Arlette Laguiller montrent que les idées développées par Lutte Ouvrière au cours de la campagne présidentielle ont laissé des traces et ne sont pas restées sans écho, au-delà même du scrutin.

Voici la liste des dernières étapes de l'été.



# RÉUNIONS PUBLIQUES D'ARLETTE LAGUILLER

LAVELANET

(Ariège) Samedi 26 août à 20 h 30 Salle Avelana

#### NICE

(Alpes-Maritimes) Vendredi 1er septembre à 20 h 30 Relais International de la Jeunesse 26, rue Scudéri – Cimiez – Nice

#### LANGUEDOC - AUDE ARIEGE

Jeudi 24/08: LIMOUX (Aude)

Vendredi 25/08:

QUILLAN (Aude)

Samedi 26/08:

LAVELANET (Ariège): réunion publique avec Arlette Laguiller

Lundi 28/08

LAROQUE-D'OLMES (Ariège)

Mardi 29/08

FOIX (Ariège)

Jeudi 31/08

TARASCON-sur-ARIÈGE

(Ariège)

Vendredi 01/09

SAINT-GIRONS (Ariège)

Samedi 02/09

**BOUSSENS** (Haute-Garonne)

#### **BOUCHES-DU-RHÔNE**

VAR

Jeudi 24/08: AUBAGNE (Bouches-du-Rhône) Vendredi 25/08 **GARDANNE** (Bouches-du-Rhône) Samedi 26/08

LA GARDE (Var)

#### ALPES-DE

HAUTE-PROVENCE Jeudi 24/08 CHATEAU-ARNOUX (Alpes-de-Haute-Provence) Vendredi 25/08 **GREOUX-LES-BAINS** (Alpes-de-Haute-Provence)

Samedi 26/08 **ORAISON** 

(Alpes-de-Haute-Provence)

- Autres pays d'Afrique, Amérique

Asie du Sud-Est (soit zone 3)

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Centrale et du Sud, Japon,

- Océanie (soit zone 4)

#### **ALPES-MARITIMES**

Jeudi 24/08

**VENCE** (Alpes-Maritimes)

Vendredi 25/08:

**CAGNES-SUR-MER** (Alpes-Maritimes)

Samedi 26/08

**MENTON** (Alpes-Maritimes)

Lundi 28/08 **BREIL-SUR-ROYA** 

(Alpes-Maritimes)

Mardi 29/08

CARROS (Alpes-Maritimes) Mercredi 30/08:

Saint-MARTIN-DU-VAR

(Alpes-Maritimes)

Vendredi 01/09:

Laguiller.

NICE (Alpes-Maritimes): réunion publique avec Arlette

LUTTE

170 F

210 F

#### Ouvrière! Les chèques de soutien

Soutenez

Lutte

à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et à envoyer à : Lutte Ouvrière **BP 233** 

**75865 Paris cedex 18** 

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1 000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

#### Le retour de Tyson COMMENT IL A TIRÉ LES « MARRONS » **DU FEU**

Le grand retour de Mike Tyson, le boxeur américain, exchampion du monde des poids lourds et à peine sorti de trois ans de prison pour viol, a donc eu lieu. Le « match » l'opposait à un boxeur à peine connu, Mc Neeley. Le résultat, lui, était connu d'avance. Le seul suspense était de savoir combien de temps Mc Neeley tiendrait. Eh bien, il a tenu 89 secondes. Les spectateurs ont tout juste dû avoir le temps de s'asseoir.

La place dans l'arène (c'est comme cela qu'on appelle une salle de boxe) valait de 1 000 à 8000 F (de 11 F à 90 F la seconde donc). Les téléspectateurs américains qui voulaient voir le «match» ont dû payer une chaîne câblée à 250 F: un record de prix dans ce genre de « compétition ».

Pas de problème donc pour Don King, le manager de Tyson, qui a facturé en tout le massacre à 180 millions de francs. Tyson, lui, a gagné 25 millions de dollars, soit 1,4 million de francs par seconde.

Au fait, pour ceux qui ne connaissent pas bien la boxe, il paraît que c'est un sport!

#### **LUTTE OUVRIERE**

Union Communiste (Trotskyste) membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 15 400 exemplaires. Composition : [& Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc – 93150 Le Blanc-Mesnil – 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

#### **OUVRIERE** DE CLASSE 1 an | 6 mois (1 an soit 10 n°) France DOM-TOM 300 F 160 F 100 F DOM-TOM, voie aérienne 390 F 200 F 140 F Europe (soit zone postale1) 420 F 210 F 100 F Autres pays, voie ordinaire - Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada 450 F 230 F 140 F (soit zone 2) (comme voie aérienne) - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) 270 F 140 F - Océanie (soit zone 4) 540 F 280 F 140 F Autres pays, voie aérienne Afrique francophone. Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2) 480 F 250 F 140 F

540 F

660 F

280 F

340 F

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

LUTTE

#### **BULLETIN D'ABONNEMENT** PRENOM: ..... ADRESSE: ..... CODE POSTAL et VILLE: ..... COMPLEMENT D'ADRESSE: ..... Je m'abonne à : LUTTE OUVRIERE -LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : (rayer la mention inutile). Ci-joint la somme de : ..... Rèalement: - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON. - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

estroped on vier a state of once

# L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

# Quels que soient les responsables et les mobiles des attentats à Paris,

# UNE POLITIQUE CRIMINELLE

Les autorités, relayées par la grande presse, montent en épingle la « piste suédoise » qui aurait permis d'identifier l'un des responsables des deux attentats perpétrés, l'un la semaine dernière, aux Champs-Élysées, l'autre un mois plus tôt, dans le RER, à la station Saint-Michel. Certes ce n'est pas la débauche de publicité, l'empressement intéressé manifesté par les responsables du maintien de l'ordre français – ministre de l'Intérieur en tête – à annoncer la nouvelle, qui démontrent qu'il s'agit du vrai coupable. Ce ne serait pas la première fois que les autorités ne sachant rien jettent une péripétie de l'enquête en pâture à l'opinion. D'ailleurs il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour que l'on annonce que le suspect avait un alibi, qui faisait qu'il n'était pas possible qu'il soit à Paris comme le prétendait un témoin.

Mais de toute façon, quels que soient les auteurs de ces deux attentats, et quelle que soit la cause qu'ils prétendent défendre, ceux qui les ont perpétrés sont des salauds. Car il faut un mépris sans limite pour les hommes et les peuples pour déposer une bombe destinée à tuer aveuglément dans un transport public à l'heure de pointe ou dans la foule de vacanciers et de badauds qui se promènent en cette saison sur les Champs-Élysées. Seule une stratégie politique criminelle peut avoir pour but de semer la peur parmi ceux qui se rendent dans les lieux publics ou qui prennent simplement les transports en commun pour aller à leur travail.

Qu'il s'agisse d'islamistes, comme semblerait l'indiquer l'enquête, ou encore l'œuvre de barbouzes du régime algérien, hypothèse avancée par certains, il faut se souvenir que c'est leur propre peuple qu'ils méprisent et combattent avant tout, les uns comme les autres. Ils le montrent chaque jour, là-bas, en Algérie. Les uns par des assassinats quasi quotidiens d'hommes qui leur déplaisent et, plus encore, de femmes parce qu'elles sont femmes et n'acceptent pas l'humiliation du voile. Les autres, par une répression qui, pour être étatique, n'en est pas moins féroce, ni moins aveugle.

Leur mépris de leur propre peuple, les auteurs de ces attentats le montrent même en agissant ici, car ils n'ont que faire des conséquences de leurs actes pour toute l'immigration maghrébine en France.

Mais que valent ceux qui prétendent nous défendre? La présence policière massive et les contrôles ont pu rassurer certains au début et en rassurent quelques-uns encore. Mais l'appel à la délation moyennant prime, les arrestations arbitraires sans aucun rapport avec l'attentat du métro Saint-Michel, de ces portraits-robots tellement vagues qu'ils ressemblent à tout homme d'origine algérienne, tunisienne ou marocaine entre quinze et quarante ans, les charters d'expulsions déjà promises sont des mesures de basse démagogie. Elles sont inutiles pour retrouver les criminels, mais elles rendent plus difficile la vie de tous les travailleurs immigrés et pas seu-

lement eux. Le climat créé alimente les réactions racistes et encourage ceux qui, dans la police, ont la gâchette facile. Et il y en a, comme le rappelle la mort de cet enfant bosniaque, tué par une balle policière, simplement parce que ses parents ne se sont pas arrêtés à un barrage.

Le crime des auteurs de l'attentat sert à la police de prétexte à régler d'autres comptes, qui n'ont rien à voir avec l'attentat. Contre les travailleurs immigrés, dans les contrôles quotidiens, comme, bien plus généralement, contre ceux qui sont en infraction : même contre l'automobiliste qui n'est pas en règle pour sa vignette.

Et rappelons-nous que si la guerre civile algérienne a ses contrecoups sanglants et ses victimes, ici, en France, la responsabilité n'en incombe pas seulement aux terroristes islamistes ou aux barbouzes de l'État algérien.

Bien avant que ces gens-là s'avisent d'exporter leur guerre et leur terrorisme ici, nos dirigeants ont mené une sale guerre là-bas, avec du terrorisme à une tout autre échelle, pour refuser au peuple algérien ce droit élémentaire qu'était celui de l'indépendance. C'est de cette guerre-là qu'est sortie la dictature du FLN; comme c'est de la dictature de l'État FLN qu'est sortie l'opposition islamiste qui prépare une autre dictature. Alors, si les poseurs de bombes sont certainement des salauds, il y en a d'autres, plus salauds encore, qui coulent des jours tranquilles aux sommets de l'armée, de la police et de l'État français.

### Les 100 jours de Chirac-Juppé

# ÇA CONTINUE COMME AVANT.

attendu sur les réformes» titraient Les Échos du 23 août. «Après 100 jours sans flammes, Chirac promet le turbo pour la rentrée» annonçait le même jour Libération. Toute la priorités». Eh oui, les élections presse y est allée de ses commentaires sur ces « 100 premiers jours» pour conclure, en gros, que les «réformes» tardaient à venir, que la «rupture» n'était pas là, bref, que Chirac ne tenait pas ses (très vagues) promesses. Belle découverte!

Le Figaro, que personne ne suspecte d'hostilité à l'actuelle majorité, annonce plus simplement la couleur à la Une :

«Après 100 jours, Juppé «Tout au long de la campagne présidentielle, les problèmes du chômage et des inégalités ont été l'objet de toutes les attentions (...). Depuis, l'actualité s'est chargée de modifier les sont passées mais la réalité, elle, n'a pas changé. Même manipulés, les chiffres du chômage restent au plus haut, des millions de travailleurs sont toujours menacés par l'exclusion, la misère, ils voient leurs revenus bloqués quand ils ne diminuent pas et tous ceux qui ont un emploi se demandent si demain ils ne risquent toujours pas de le perdre. Rien de cela

n'a disparu. Et les mesures prises par le gouvernement depuis son entrée en fonction ne sont pas près de faire que cela change. Les Échos, un quotidien proche des milieux d'affaires rappelait à ce propos qu'une des premières mesures de Juppé avait consisté à débloquer 50 milliards dans le cadre du CIE (Contrat initiativeemploi), lequel «ne sera salué que lorsque les créations d'emplois promises – un million en trois ans - seront au rendez-vous». Autrement dit, le chômage n'a pas diminué, mais les patrons, eux, ont bien eu la confirmation des 50 milliards

promis. Et ils en redemandent! des profits, pour exiger de Ce quotidien affirme ainsi que «d'ores et déjà des voix s'élèvent pour réclamer «plus» au chapitre de l'emploi, quand bien même Alain Juppé a ajouté au CIE une nouvelle baisse des charges patronales».

Et il y a tout à parier que ces voix patronales sauront se faire entendre. A moins que les travailleurs, eux, n'élèvent la voix. Et pas pour réclamer d'un quelconque gouvernement qu'il tienne des promesses qui n'en ont jamais engagé aucun, mais pour réclamer leur dû, pour imposer la confiscation des entreprises qui licencient et font

l'État qu'il embauche dans les services publics, là où ce serait utile et où il prévoit au contraire des diminutions d'effectifs. Là, oui, cela changerait quelque chose, cela ferait reculer le chômage. C'est cela qu'il faut préparer. Et c'est pour que, cette fois, les travailleurs ne voient pas leurs espoirs dévoyés, trompés par des démagogues de droite ou de gauche, qu'il faut à la classe ouvrière un parti qui défende, enfin, ses intérêts politiques. Un parti qui, actuellement, fait tant défaut aux travailleurs.

P.L.

Mal-logés

PENDANT LES EXPULSIONS

LES DISCOURS CONTINUENT

A Paris, rue d'Hautpoul, une bande de nervis commandités par le propriétaire a saccagé les appartements de familles africaines mal logées. A Montpellier, les forces de l'ordre ont brutalement jeté à la rue des sans-domicile-fixe qui avaient trouvé refuge dans un immeuble administratif désaffecté. Deux événements qui, à quelques jours d'intervalle, mettent en évidence que rien n'a véritablement changé en ce qui concerne l'attitude des margoulins de toutes dimensions, ou celle des organismes - même ceux dits sociaux - à l'égard de ces mal-logés.

Rue d'Hautpoul, l'affaire en rappelle des dizaines d'autres de la sorte. En conflit avec les locataires qui, depuis juillet 1993, sont organisés en comité, et réclament la réalisation de travaux de confort indispensables et une baisse des loyers, le propriétaire n'hésitait pas à entasser les locataires dans des chambres exiguës et à louer des taudis de 15 m<sup>2</sup> pour 2 500F par mois. Voulant vendre, car l'immeuble se situe dans un quartier en rénovation, ce margoulin de bas étage a, c'est probable, fait appel à des nervis pour effrayer une fois de plus les locataires (voir LO n° 1415 du 18 aout 1995).

La justice en tout cas le soupçonne d'avoir commandité l'opération, puisqu'elle l'a mis sous les verrous. Une fois n'est pas coutume. Car dans ce genre d'affaires, la justice est particulièrement lente à retrouver les coupables, comme en témoigne le nombre d'enquêtes concernant des exactions du même ordre, qui n'ont pas abouti.

Ce propriétaire au passé douteux n'en était pas à son premier coup tordu. Déjà, en 1985, l'organisme collecteur du 1% qu'il dirigeait avait été dissous, par le ministère du Logement, pour avoir passé des contrats d'assistance au profit de sociétés lui appartenant. Et puis, rue

d'Hautpoul, ses gros bras avaient déjà muré un appartement, en 1993; et il était même soupçonné par les locataires d'être à l'origine d'un incendie criminel en juillet dernier.

Les locataires refusent de se laisser intimider et de partir sous la menace. Conscients de leurs droits, ils veulent les faire respecter et ont porté plainte. La mairie de Paris s'est sentie obligée – après coup – d'intervenir : elle a mis en demeure le propriétaire d'effectuer les travaux de mise aux normes d'hygiène et de sécurité. Tandis que Jean Tibéri, le maire, promettait une aide matérielle et en mobilier aux familles victimes de l'agression. C'est le moins que l'on puisse faire! Et c'est bien peu en regard des movens dont dispose la mairie de Paris qui pourrait trouver une réelle solution sans attendre : de l'intervention légale pour réaliser les travaux à la place du propriétaire, au relogement immédiat des familles mal logées.

A Montpellier, en revanche, les gros bras étaient des policiers, des vrais, sous les ordres du préfet, et mandatés par la justice pour déloger des sans-domicile-fixe qui occupaient depuis neuf mois un immeuble désaffecté de la Caisse régionale d'assurance maladie (CRAM). Jetés à la rue, ils n'eurent ni le LE LARUE D'HAUTPULEN LU

temps ni la possibilité de récupérer leurs affaires personnelles que, déjà, les pelleteuses entraient en action et commençaient la destruction des bâtiments.

La direction de la CRAM et la Ville de Montpellier se rejettent, aujourd'hui, l'une sur l'autre les responsabilités. Juppé, le Premier ministre, n'a rien trouvé de plus urgent à faire que de demander une enquête

administrative sur les conditions de l'expulsion des SDF de Montpellier! En attendant les résultats de cette enquête les SDF devraient se débrouiller! Mais las des belles promesses et soutenus par le DAL de l'Hérault, ils ont envahi des locaux, qui sont eux aussi voués à la démolition... appartenant cette fois-ci au ministère de l'Intérieur.

Dans le même temps, le gou-

vernement multiplie les déclarations de bonnes intentions et se dit sensible aux plus défavorisés et, par la voix de Pierre-André Perissol, le ministre du Logement, multiplie les déclarations fracassantes sur son action en faveur du logement social et du logement des plus démunis. On peut juger de ce qu'il en est.

René CYRILLE

Le PCF et Chirac

# UN DISCOURS COMPLAISANT...

Pierre Zarka déclarait le 16 août dans l'éditorial de L'Humanité dont il est le directeur que, «dès sa mise en place, le gouvernement Juppé a donné les signes d'une perception plus grande des exigences populaires». Et de citer comme exemple de cette «sensibilité» du pouvoir, le refus d'augmenter les loyers d'une manière importante et même les déclarations de Chirac selon lesquelles il agira.... contre toute poursuite d'essais nucléaires à partir de 1996!

L'éditorial de L'Huma du 17 août va dans le même sens: «...Prétendre que l'Elysée est insensible à l'inquiétude populaire et à la protestation intérieure aussi bien que mondiale témoignerait d'une grave ignorance sur ce que peut être l'exercice du pouvoir en cette fin de siècle dans un pays comme la France...»

que, depuis l'élection de Chirac, le PCF adopte à l'égard du nouveau président et de son gouvernement un complaisant. C'est sans non figé sur un discours «protestataire», comme le lui reproche la presse bourgeoise, de même que les «refondateurs», nombreux dans les instances dirigeantes du PCF et qui préconisent depuis des mois que le Parti s'engage plus Ce PDS qui dialogue poliment avec Berlusconi ou Fini, le dirigeant de l'extrême-droite. Preuve, s'il en était encore besoin, qu'il n'y a pas de véritables divergences, au sein de la direction du PCF, entre les tenants de la ligne majoritaire et les «opposants». Tout au plus PC de Renault: «...Rien se disputent-ils sur les rythmes de l'évolution, ou plutôt sur la façon de la de Français a exprimé sa rendre publique.

dans la même tonalité lorsqu'il approuve Chirac pour exprimée de manière épar-

sa reconnaissance de la res- pillée, mais pour se faire ponsabilité de la France dans les crimes contre les Juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Il explique, dans une tribune libre publiée par Libération du 18 août, que «si l'Etat de la France était au service des nazis, son honneur et si je puis dire son âme étaient ailleurs : dans ce vaste mouvement de Force est de constater résistance, évoqué par le président de la République» (Chirac). Pas l'ombre d'une réserve pour dénoncer l'hypocrisie de Chirac discours qui apparaît bien reconnaissant cinquante ans après la responsabilité de la doute pour se donner France dans les crimes l'image d'un parti ouvert, contre les Juifs, mais ne disant pas un mot sur les innombrables autres crimes commis par ses prédécesseurs ou lui-même, de l'Algérie à Ouvéa en Nouvelle-Calédonie. Omettant aussi de rappeler que c'était de Gaulle et les gaullistes qui avaient, au lendemain de ouvertement dans la voie la guerre, été les premiers à empruntée par l'ex-parti passer l'éponge sur les communiste italien, le PDS. hommes de Vichy. Il est vrai que le PCF a su se montrer discret lui aussi sur cette question.

Mais dans l'argumentation du PCF sur Chirac et les mesures du gouvernement, il y a peut-être une autre préoccupation, développée par Zarka devant les militants du n'est joué. Pour la première fois, une nouvelle majorité volonté de changement, de D'ailleurs Robert Hue est besoin de justice sociale». Il ajoute «cette volonté s'est

élire, Jacques Chirac n'a pu faire autrement que de la justifier. Il doit en tenir compte, et, pour durer, il peut être conduit à lâcher du lest sur des questions où la pression populaire se fera particulièrement précise et

Est-ce la volonté de regonfler le moral des militants? Mais en quoi une majorité de voix se répartissant entre Chirac-Balladur-Villiers-Le Pen signifie-telle que «pour la première fois une majorité de Français a exprimé sa volonté de changement»? Et pourquoi Chirac tiendrait-il plus compte des promesses électorales qu'il a faites que n'importe quel autre président - par exemple... Mitterrand?

Les militants du PCF comme les militants ouvriers soucieux de redonner au monde du travail confiance dans sa force, soucieux d'inverser le rapport de force entre les profiteurs et les exploités, n'ont pas besoin qu'on leur raconte des balivernes sur la faiblesse ou la solidité supposées du gouvernement. Les gouvernements de Chirac reculeront ni plus ni moins facilement que le gouvernement Balladur : c'est une question de nombre, de détermination du côté des travailleurs. Ce dont ont besoin par contre les militants aujourd'hui, c'est d'y voir clair sur qui sont leurs amis et qui sont leurs ennemis.

Jean GALLET

#### Enquête de l'INSEE

# DIPLÔMÉS OU NON, PEU D'AVENIR POUR LES JEUNES

Bien que leur niveau d'études et de qualification soit en augmentation, dix millions de jeunes sont aujourd'hui frappés par le chômage, le travail précaire et les salaires au rabais. Cette réalité n'est pas nouvelle, mais une enquête menée par l'INSEE auprès d'environ dix mille personnes permet de préciser la dégradation de la situation des jeunes... et de leurs familles, qui sont bien forcées de leur venir en aide.

Ainsi que le constate cette enquête, si le niveau d'études progresse régulièrement, les diplômes ne sont plus, loin s'en faut, une garantie d'emploi stable et bien rémunéré, même pas la garantie d'un emploi tout court. Diplômés ou non, la plupart des jeunes de moins de 30 ans débutent dans la vie active par des stages, des petits boulots, du travail précaire et des salaires minables, le tout entrecoupé de périodes de chômage. Selon cette enquête, avant 24 ans, plus d'un jeune sur deux connaît le chômage ainsi que l'une des formes de travail précaire (CDD, intérim, stages bidon...). Il en résulte que la moitié des 18-25 ans perçoit moins de 5900F par mois.

Sur dix millions de moins de 30 ans, plus d'un million se trouvait au chômage en 1994, soit plus de 10% de cette population, contre 9% en 1993, tandis qu'un jeune sur cinq ayant du travail doit se contenter d'un emploi plus ou moins précaire. Alors que les emplois temporaires concernent 5,8% de la population active prise dans son ensemble, cette situation touche 44% des 18-22 ans et 18% des 23-25 ans. Et comme l'étude de l'INSEE le souligne au passage, les «pactes pour l'emploi» et autres mesures gouvernementales prises sous couvert d'aider à l'emploi et l'insertion des jeunes n'ont en réalité que peu d'effet sur cette situation.

Autre conséquence, le départ du domicile familial se fait de plus en plus tardif. L'allongement de la scolarité n'est pas la seule explication. Face au chômage et à la précarité de l'emploi, les familles doivent de plus en plus assumer cette situation en hébergeant et en entretenant leurs enfants jusqu'à un âge avancé. Ainsi, depuis les années 1980, le nombre de jeunes de 20 ans habitant encore chez leurs parents a augmenté de 25%, tandis que la moitié des jeunes de moins de 23 ans vivent encore sous le toit familial, soit un recul de deux ans au cours de la dernière décennie.

C'est aujourd'hui le sort proposé à la majorité de la jeunesse. Mais il ne suffira pas pour elle d'attendre de vieillir pour qu'il change en mieux, car la situation des générations plus anciennes, celles de leurs parents, n'est guère meilleure. Et elle ne va pas en s'améliorant, même si les statistiques les concernant sont un peu «moins

Et si la jeunesse, plutôt que de chercher - en vain - une place dans cette société, se posait la question de changer ce

système et la société elle-

même? Roger MEYNIER



# Dans le monde

# «MADE IN USA». PARDES **ESCLAVES**

**Nous publions** ci-dessous un article extrait de The Spark, bimensuel trotskyste aux États-Unis. Dans ce numéro, daté du 14 août 1995, nos camarades dénoncent l'utilisation par certains patrons américains d'une main-d'œuvre réduite littéralement en esclavage.

«Le 2 août, des agents de la police de l'État de Californie et des fédéraux descendaient dans un atelier de confection de Los Angeles qui tenait depuis des années des immigrants en quasi-esclavage derrière des barbelés. Après ce raid, le porte-parole du gouvernement assurait que de tels cas de servitude involontaire, en fait d'esclavage, étaient extrêmement rares, sinon pratiquement inconnus. Mais les cette descente montrèrent qu'il n'en est rien.

Les conditions désespérées qui ont conduit à l'esclavage des 67 femmes et 5 hommes trouvés dans cette usine de Los Angeles sont loin d'être l'exception. Ces travailleurs venaient de villages pauvres de Thaïlande, dans le Sud-Est asiatique. Ils étaient facilement tombés sous la coupe de gangsters trafiquants de maind'œuvre qui les attirèrent aux USA avec la promesse d'un emploi stable et d'un visa de tourisme. Une fois arrivés à l'aéroport, ils furent directement conduits en bus dans cet atelier entouré de barbelés et de grilles. Ils y furent dépouillés de leurs biens, y compris de leurs passeports, et immédiatement mis au travail. La journée durait de 7 heures du matin jusqu'à minuit. Ils travaillaient pour moins de

1,60\$ de l'heure (soit environ 8F), d'où les patrons déduiinformations qui suivirent saient souvent la moitié pour les coûts du «transport» depuis la Thaïlande ainsi que pour leur «entretien». Cela durait depuis des années; l'une des femmes a raconté qu'elle avait été emprisonnée dans cette usine depuis plus de

7 ans. Les trafiquants et les patrons de l'atelier n'étaient pas les seuls à profiter de ce système, car il y a un marché pour ces produits. On a trouvé dans cet atelier des étiquettes portant la marque des plus grands magasins du pays (...). Bien sûr, les représentants de ces grands magasins ont protesté, déclarant qu'il s'agissait de contrefaçons. Mais il fut plus difficile pour eux d'expliquer la présence d'emballages portant l'adresse même de ces magasins.

A l'évidence, ces magasins achètent à bas prix des produits qui sont ensuite revendus comme du haut de gamme. L'esclavage est peutêtre illégal, mais il s'avère très profitable.

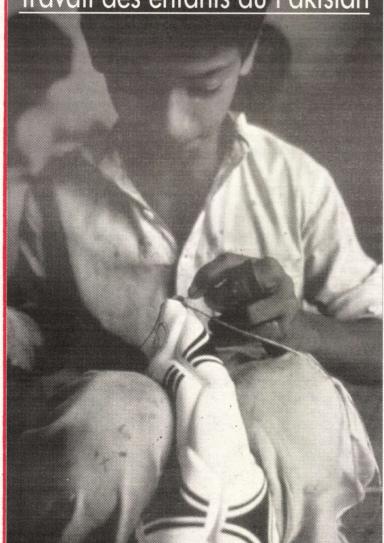
Pourquoi ces travailleurs n'essayèrent-ils pas de s'évader? Les trafiquants les menaçaient, s'ils tentaient de fuir, de s'en prendre à leurs enfants et à leurs familles restés en Thaïlande. Souvent, ceux qui avaient tenté de s'échapper furent rattrapés et battus, parfois à mort. Mais même sans ces menaces, ces travailleurs ne savaient pas où aller. Même s'ils parvenaient à s'échapper, ils ne pouvaient se confier aux autorités : le gouvernement US les aurait fait arrêter comme «illégaux».

C'est d'ailleurs ce qui advint après le raid de la police. Les travailleurs furent immédiatement arrêtés et placés dans une prison fédérale, jusqu'à ce que leur audition par l'INS permette de savoir où les renvoyer. Comble, le procureur promit que si ces travailleurs témoignaient contre leurs patrons, ils pourraient aider à les envoyer en prison pour longtemps et recevoir tous leurs arriérés de salaire. Bien sûr, s'ils faisaient cela ces travailleurs et leurs familles pouvaient aussi être assassinés par les gangsters. Les représentants du gouvernement thaïlandais leur ont proposé une autre solution : cesser d'être un problème embarrassant pour les autorités thaïlandaises et américaines en acceptant leur rapatriement immédiat.

En fait, une procédure judiciaire mettrait le gouvernement américain dans l'embarras. Un procès public montrerait que le gouvernement était au courant que cette usine employait des esclaves depuis des années. D'après certains témoignages, il y a trois ans, un des travailleurs s'était évadé et avait envoyé un appel anonyme. Il en résulta que des agents de la police fédérale et d'État établirent une surveillance quotidienne. Ils constatèrent que cet atelier était illégalement établi dans une maison privée, ils notèrent également le va-etvient des camions dans le garage, le fonctionnement des machines à coudre à toute heure de la nuit, l'existence de gardes armés (...) et le fait que les travailleurs ne quittaient jamais les lieux. Les agents étaient sur le point d'obtenir un mandat quand l'opération fut arrêtée par la justice et l'INS, à cause d'un prétendu manque de preuves.

Au cours des années suivantes, sur plainte du voisinage, il y eut d'autres enquêtes. Menées par des agents du logement et des représentants du shérif, elles n'établirent pas plus l'existence d'un problème. »...

# Travail des enfants au Pakistan



# A QUI PROFITE LE CRIME ?

Au début de l'été, l'assassinat du jeune Pakistanais Iqbal Massih avait provoqué l'indignation, bien au-delà de son pays. Assassiné le 16 avril dans son village du district de Lahore au Pakistan, il était un de ces huit millions d'enfants pakistanais contraints à travailler dès leur plus jeune âge dans les naux, les services secrets, les fabriques de tapis, comme ce dirigeants nationalistes, relifut son cas jusqu'en 1993, où dans les briqueteries, entre autres. Mais il était surtout le porte-parole de ceux qui combattaient cette exploitation éhontée. C'est son combat qui l'avait fait connaître au-delà des frontières de son pays, appelant au boycott des tapis pakistanais, déclarant : «N'achetez pas le sang des enfants».

Tout naturellement la mafia du tapis fut accusée d'être à l'origine d'une exécution qui la débarrassait opportunément de ce gêneur.

Aujourd'hui, quatre mois après, la version de la police pour laquelle l'affaire se résumait à une rixe villageoise – vient de bénéficier de la caution de la commission des droits de l'homme du Pakistan dont l'enquête aboutirait aux mêmes conclusions.

Du coup les milieux patrogieux pakistanais triomphent, tence de cette exploitation proclamant qu'il ne s'agissait au départ que d'une grossière manipulation, d'une campagne de calomnie sans fondement en quelque sorte. Quoi qu'il en soit, même un règlement de comptes villageois n'exclut pas, en sousmain, un commanditaire, comme aime si souvent le pratiquer la mafia justement, et ce ne sont surtout pas les méthodes employées quotidiennement contre toute la population pauvre qui risquent de fournir un démenti.

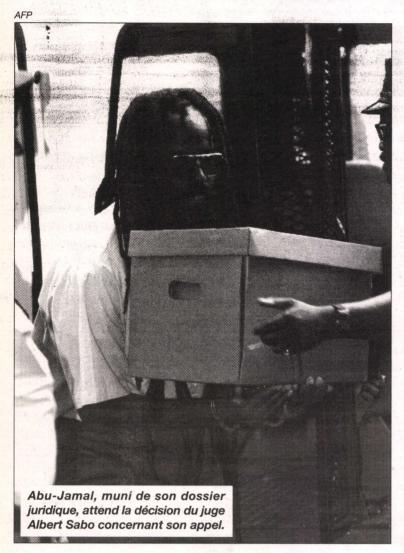
Certes tout est possible, y compris qu'Iqbal ait été victime d'une querelle villageoise. Dans ce cas on aurait prêté à la mafia à tort des responsabilités qu'elle n'aurait pas. Du moins directement. Mais rarement le dicton «on ne prête qu'aux riches» aura plus été de circonstance.

Car qu'est-ce que cela ange au reste? A l'exisforcenée de millions d'enfants au Pakistan, exploitation que dénonçait justement Iqbal Massih. Cette réalité n'a pas besoin d'une commission d'enquête pour être prouvée. Tout autant que sa contrepartie, l'existence de propriétaires avides accroissant encore leurs fortunes dans les trafics d'armes, de drogues ou autres et qui constituent une véritable mafia.

**Annie ROLIN** 

# Dans le monde

#### L'exécution d'Abu-Jamal n'a été que repoussée:



# IL FAUT TOUT FAIRE POUR L'EMPECHER

Le 7 août dernier, le tribunal de Philadelphie a effectué un recul, devant les manifestations de soutien à Abu-Jamal, ajournant son exécution initialement prévue le 17 août. Mumia Abu-Jamal, l'un des fondateurs des Black Panthers, journaliste défendant les droits des Noirs américains et dénoncant les injustices qui leur sont faites, a été condamné en 1982 à la peine de mort à la suite d'un procès fabriqué de toutes pièces.

En décembre 1981, Jamal était intervenu contre des policiers qui matraquaient son frère. Au cours de la bagarre, il

reçut lui-même une balle et l'un des policiers fut tué par une troisième personne qui prit la fuite. Les irrégularités du procès qui l'a condamné ont largement été divulguées, notamment le fait que des témoignages ont été écartés.

Mumia Abu-Jamal réclame qu'un nouveau procès ait lieu afin de faire la preuve de son innocence. Cela lui a été refusé par le juge Sabo, chargé de l'affaire depuis 13 ans et connu pour détenir le record de condamnations à mort dans le pays. La sentence de mort a été suspendue pour des raisons admi-

nistratives, mais Sabo, qui refuse toujours de prendre en compte les arguments de la défense, peut décider du jour au lendemain de procéder à l'exécution.

Les manifestations ainsi que les protestations venues de nombreuses personnalités et organisations politiques ont réussi à faire différer l'exécution de Abu-Jamal. Mais la menace pèse toujours sur lui. Il est toujours en danger. Il faut que les manifestations de soutien continuent et se renforcent pour obtenir que les accusations injustes qui pèsent sur lui soient levées!

#### Ex-Yougoslavie

#### LE PUZZLE **SANGLANT ES GRANDES PUISSANCES**

États-Unis annoncer un nouveau plan de paix pour l'ex-Yougoslavie. Ce plan pourrait aboutir à un découpage du pays en deux blocs dominés à l'ouest par la Croatie et à l'est par la Serbie. La petite Bosnie, située entre les deux, resterait un État indépendant - du moins les dirigeants occidentaux l'affirment pour l'instant - mais sa fraction dite musulmane a déjà été placée par les grandes puissances sous la tutelle de fait de la Croatie dans le cadre d'une confédération croato-musulmane, tandis que le gros des territoires dominés par les milices bosnoserbes pourrait se voir à terme accorder le droit de se réunifier avec la Serbie.

Pour tenter d'obtenir un accord des dirigeants serbes de Belgrade et croates de Zagreb (ceux de Bosnie n'ont plus guère voix au chapitre), qui encouragés et aidés par les puissances occidentales ont mis l'ex-Yougoslavie à feu et à sang depuis quatre ans, ces mêmes grandes puissances ont entériné les réaménagements de territoires obtenus de part et d'autre ces dernières semaines par la force des

Ces jours-ci, on a vu les armes. Au passage, non seulement elles se sont assises allégrement sur la protection que l'ONU était censée garantir à la population serbe de Krajina ou à celle des enclaves bosnomusulmanes de Zepa et Srebrenica, mais elles prévoient de redessiner les frontières des fiefs des uns et des autres, notamment en donnant aux Serbes l'enclave musulmane de Gorazde (encore une prétendue «zone de sécurité» de l'ONU peuplée de 60 000 habitants) en échange de l'évacuation des quartiers serbes de la capitale de la Bosnie, Sarajevo. Les dirigeants de Zagreb, qui ont désormais le contrôle quasi exclusif du territoire croate après en avoir expulsé environ un quart de sa population – les Serbes de Krajina –, sont incités par leurs protecteurs occidentaux à s'entendre avec les autorités de Belgrade sur le sort de la frange danubienne de la Croatie - la Slavonie orientale – sous contrôle serbe. Quant à Milosevic et aux dirigeants de la Serbie, ils ont reçu un satisfecit des puissances occidentales pour avoir laissé sans broncher les troupes croates s'emparer de la Krajina, et en même temps

porter un coup à Karadzic et aux chefs de guerre de la Bosnie et de la Krajina serbes devenus rivaux de Milosevic.

Ce énième plan de paix débouchera-t-il sur un accord, sous l'égide des Occidentaux, entre Milosevic et Tudjman? Cela reste à voir. Mais l'on voit déjà que cela ne pourrait se faire qu'au mépris des peuples. La guerre se solde déjà par le ravage de régions entières, par l'exil de millions de gens, par un fossé de sang entre populations (et ce sang n'a pas fini de couler quand des réfugiés ayant tout perdu sont tentés de se venger ou tout simplement de trouver un toit en expulsant à leur tour d'aussi pauvres qu'eux qui n'ont que le «tort» d'être restés dans une région où ils sont devenus étrangers). Et l'on constate surtout que de tout cela les dirigeants du monde dit civilisé n'en ont cure, eux qui, depuis quatre ans, par leur soutien aux dirigeants nationalistes serbes, croates ou bosniaques ont permis à ces derniers de plonger des millions de Yougoslaves dans la guerre, la misère et l'exil forcé.

Pierre LAFFITTE

#### LES SERBES **OTAGES** DE LEUR «PROTECTEUR»

Milosevic, le président de Serbie, vient de prouver le mépris dans lequel des dirigeants nationalistes peuvent tenir leur propre peuple.

Des Serbes chassés de Croatie ont été envoyés contre leur gré au Kosovo, une région peuplée à 90 % d'Albanais qui est rattachée à la Serbie et que, dans les dernières années d'existence de l'Etat yougoslave, le dirigeant de Serbie, Milosevic, avait privée de son statut antérieur de province autonome et dans laquelle il s'était fait connaître en y menant une répression féroce des droits nationaux de la population locale.

Quadrillé par l'armée et la police serbes, le Kosovo a beau être une poudrière où la moindre étincelle pourrait provoquer une explosion, Milosevic n'a cure d'y envoyer des réfugiés serbes dont on imagine comment ils peuvent être vus par les Kosovars albanais. Seul compte pour lui de réaliser la «Grande Serbie», contre les minorités qui s'y trouvent (albanaise majoritaire au Kosovo,

mais minoritaire en Serbie, croate et hongroise en Voïvodine, une autre province anciennement autonome visée aussi par la politique nationaliste de Milosevic), mais également au détriment des Serbes qu'il traite comme de la piétaille pour sa politique.

Bien sûr, les nationalistes albanais se sont servis de l'événement pour dénoncer une nouvelle fois un pouvoir serbe dont ils ne veulent pas. Mais, c'est d'abord du côté serbe qu'est venue l'opposition aux tentatives de Milosevic de «recoloniser» le Kosovo : la télévision a montré des réfugiés refusant de monter dans les trains affrétés par les autorités ou refusant d'en descendre une fois au Kosovo, avec toujours la police serbe cherchant à attraper les récalcitrants.

La folie criminelle des nationalistes n'a pas de limite. Sauf celle que pourrait, dans cette région, leur imposer l'union des exploités, qu'ils soient Serbes ou Albanais, Croates, Bosniagues ou Hongrois.

Roger BERTRAND

# Israël

# L'attentat de Jérusalem

# **UN ACTE QUI DESSERT** LES INTÉRÊTS DES MASSES PALESTINIENNES

Lundi 21 août, une bombe de forte puissance a explosé dans un autobus à Jérusalem, faisant au moins six morts - dont probablement la porteuse de la bombe, une femme - et quatrevingt blessés.

Les responsables de cette tuerie - probablement le mouvement islamiste palestinien Hamas, ou des extrémistes de ce mouvement n'ont que mépris pour le sort de la population, israélienne bien évidemment mais aussi la population palestinienne dont ils se prétendent les représentants. S'ils parvenaient au pouvoir, ce serait pour enfermer la population palestinienne dans une dictature obscurantiste. Cet attentat, pas plus que les précédents, ne sert la cause palestinienne, et surtout pas celle des masses pauvres palestiniennes.

Ce terrorisme aveugle contribue à approfondir le fossé de sang qui existe entre les peuples palestinien et israélien, et compromet ainsi encore plus, pour le présent et pour les générations futures, la possibilité pour eux de vivre ensemble dans cette région.

Une politique qui représenterait réellement les intérêts des masses palestiniennes devrait avoir le souci, en même temps que de mener la lutte contre l'oppression israélienne, d'essayer de se faire des alliés à l'intérieur de la population israélienne, en s'adressant à la fraction de celle-ci qui comprend ou pourrait comprendre que l'intérêt des Israéliens juifs n'est pas de rester éternellement les gardiens de prison des Palestiniens.

L'attentat qui vient d'avoir lieu pousse évidemment dans la direction inverse. Et la conséquence immédiate de l'attentat a été d'ailleurs d'encourager en Israël le camp de l'extrêmedroite nationaliste, religieuse ou pas, celle qui se rebelle contre la moindre concession faite par l'État israélien au futur État palestinien, et qui s'est bien sûr aussitôt servie de l'attentat de Jérusalem pour réclamer à nouveau l'arrêt du processus d'autonomie palestinienne en cours.

Cependant, si le Hamas ou d'autres organisations intégristes palestiniennes trouvent des militants, y compris prêts à perpétrer des attentats suicides, et des sympathies dans la population palestinienne, c'est bien sûr dans le cadre de la montée, partout dans le monde, de l'intégrisme islamiste, mais c'est aussi parce que cette population ne voit pas de solution se profiler.

La responsabilité en incombe évidemment avant tout à la politique terroriste d'Israël, à sa politique passée qui a créé et maintenu l'État israélien juif dans la violence contre les Palestiniens, comme à sa politique présente. Car la paix qu'envisagent actuellement les dirigeants israéliens n'est rien d'autre que l'enfermement de centaines de milliers de Palestiniens dans des sortes de bantoustans, des ghettos sous haute surveillance.

Les masses palestiniennes ne retrouvent pas leurs aspirations et leurs intérêts dans ce projet-là. Ni sur le plan de leurs aspirations nationales, ni surtout sur le plan social. Car il ne faut pas oublier que si cette région reste en ébullition, c'est bien parce que l'oppression nationale y recouvre aussi une situation de misère et d'enfermement dans ce qu'on ne désigne pas sous le nom de ghettos ou de camps de concentration, mais qui, comme la bande de Gaza, y ressemblent beaucoup.

Sylvie FRIEDMAN

# Rwanda

# **UN DEMI-MILLION DE MORTS ACCUSENT** L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Un officier de l'ONU ayant affirmé qu'un avion français avait livré des munitions aux autorités rwandaises après le début des massacres d'avril 1994 organisés par ces mêmes autorités, le gouvernement français s'est empresse de démentir cette information. Evidemment.

> Officiellement, la France n'aurait envoyé des militaires Rwanda qu'à des fins humanitaires: d'abord, en avril 1994, pour rapatrier les ressortissants européens puis, après l'effondrement régime et la victoire du Front Patriotique Rwandais (FPR), pour limiter les massacres avant déjà fait 500 000 victimes et

créer une zone de sécurité pour les réfugiés dans le cadre de l'opération Turquoise.

Seulement, derrière la version officielle, il y a la réalité. Celle de la responsabilité écrasante des autorités françaises dans les exactions d'une dictature sanglante.

Depuis l'accession au pouvoir d'Habyarimana en 1973, tous les gouvernements français (ceux de droite comme ceux de Mitterrand) ont soutenu activement le régime en place. Armes et munitions ne lui ont jamais été comptées, pas plus que des soutiens divers, tel l'envoi d'officiers pour encadrer ses forces de répression. Et quand cela ne suffisait pas, c'est directement que l'armée française est intervenue, comme en 1990, pour stopper une offensive du FPR. Quant aux massacres de 1994 des Tutsis et des opposants hutus, s'ils n'ont pas été organisés avec le concours direct des «conseillers» français, ces derniers étaient au moins au courant de leur préparation. Tout comme l'Etat français qui soutenait de tout son poids la dictature et l'avait armée de pied en

Après cela, les dirigeants de l'impérialisme français peuvent bien démentir telle ou telle information, il reste un demi-million de morts qui les accusent!

# **QUAND LES HISTORIENS PARLENT** DE TERRORISME D'ÉTAT... D'IL Y A 39 ANS

militaires vient de révéler en Israël que des massacres de prisonniers égyptiens avaient eu lieu en octobre 1956, au cours de la campagne du Sinaï contre l'Égypte.

49 soldats égyptiens furent, d'après ces archives, passés par les armes par des parachutistes israéliens alors qu'ils avaient été faits prisonniers et avaient rendu les armes.

Les responsables sont des hommes en vue du monde politique. L'ancien chef parachutiste de 1956 dirige aujourd'hui un parti d'extrême-droite ultranationaliste, et il était à l'époque sous les ordres du général Ariel Sharon, l'un des principaux représentants de la droite israélienne.

C'est sans doute pourquoi d'autres historiens se sont empressés de faire des révélations mettant en cause

La publication d'archives des personnalités travaillistes, concernant la guerre de 1967 cette fois! Ce sont plusieurs centaines de soldats égyptiens qui auraient été massacrés. Sont ainsi mis en cause l'actuel Premier ministre Itzhak Rabin, ainsi que son ministre de l'Habitat, Ben Elieser, à l'époque respectivement chef d'état-major et commandant de l'unité d'élite responsable d'un massacre.

On ne peut pas dire que ces révélations éclairent d'un jour vraiment nouveau l'attitude de l'Etat israélien, qui ne s'est jamais caché d'utiliser contre les peuples arabes de méthodes terroristes. De ses bombardements de camps de réfugiés aux opérations de représailles, il s'en est même toujours vanté.

Sylvie LEBRIS

# **SNCF**

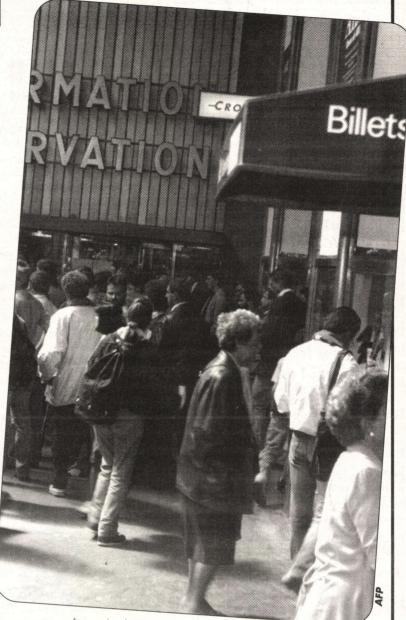
# LES BONNES AFFAIRES... **PAYEES PAR LES CHEMINOTS ET LES VOYAGEURS**

Tout va bien à la SNCF! C'est du moins l'avis de son directeur général, Jean-François Bénard, qui se félicitait récemment de la « reconquête commerciale » réalisée au 1er semestre 1995. Mais ni les voyageurs, ni les cheminots n'ont de quoi afficher la même satisfaction... car la « reconquête » en question, c'est sur leur dos qu'elle s'est en grande partie accomplie.

A considérer les chiffres publiés et commentés par la SNCF elle-même, les choses ne vont en effet pas mal du tout. Dans un document du 8 août dernier, distribué aux cheminots, la SNCF se félicite de la progression du chiffre d'affaires du 1er semestre de cette année par rapport à la même période de l'an dernier : elle est de 6,8 % pour l'ensemble des recettes voyageurs et de 6,5 % pour les recettes du fret. Ce qui s'explique par l'augmentation du trafic qui s'ajoute, comme la SNCF est forcée de l'admettre, à la politique de rentabilité à tout crin, poursuivie maintenant depuis des années par la direction. Elle le reconnaît d'ailleurs implicitement, dans le même document. Ainsi, après avoir souligné que «la croissance du trafic est

encore plus forte que la croissance des recettes», il est noté que «ce haut niveau du trafic (...) provoque certaines tensions de l'appareil de production de l'entreprise, qui sont malheureusement génératrices, dans les périodes de pointe, de non-qualité: trains de fret retardés pour attente de conducteur ou de locomotive. files d'attente aux guichets vovageurs... » Tout ce jargon signifie seulement que la qualité du service laisse grandement à désirer dès que le trafic s'accroît... et même lorsqu'il ne s'accroît pas, d'ailleurs. En Ile-de-France par exemple, le chiffre d'affaires de la SNCF a progressé de 6,9 % au cours du premier semestre de cette année sans que le trafic ne s'accroisse spécialement. Il se serait même stabilisé à près de 5 milliards de «voyageurs-kilomètres». La dégradation du service aux dépens des voyageurs entre donc bien pour une part non négligeable dans l'augmentation du chiffre d'affaires de la SNCF.

Il ne faut cependant pas imaginer que la direction SNCF, forte de ses recettes en progression, va prendre les mesures qui s'imposent et procéder, par exemple, à une embauche massive de personnel pour améliorer le service public. Certes «des mesures importantes ont été décidées » est-il précisé, à savoir «l'embauche complémentaire en 1995 de près de 450 personnes dont, par exemple, recrutement et mise en formation de 200 conducteurs supplémentaires». A supposer qu'elles aient vraiment lieu, ces embauches seraient de toute façon très insuffisantes. Il faut rappeler en effet que 6000 suppressions de postes ont été programmées pour l'année 1995 et qu'il n'est pas question, pour la direction, de revoir ce chiffre à la baisse. En dix ans, 73 000 postes de cheminots ont ainsi disparu. Et puis, ces



«mesures importantes» ne doivent pas empêcher, comme l'écrit la SNCF, que « le supplément de trafic se traduise par une amélioration des marges», c'est-à-dire de la rentabilité commerciale. Autant dire que les cheminots conti-

nueront globalement à voir leur nombre diminuer et les voyageurs, les queues aux guichets s'allonger...

L.P.

#### LES PRIX DES POTS-DE-VIN S'ENVOLENT

Une nouvelle organisation internationale est née. Il y avait Greenpeace, Amnesty International, l'ONU ou la Fédération internationale de football, il y a désormais Transparency International, nous informe Le Figaro dans son supplément économique.

Créée par un ancien cadre de la Banque Mondiale, quelqu'un qui sait de quoi il parle. Cette agence, composée de nombreux exbanquiers, juristes et fonctionnaires internationaux et dont le correspondant français est le bien nommé Michel Bon, président de l'ANPE, cette agence se fixe pour but de lutter contre la corruption dans le monde des affaires. Mais citons son vertueux président luimême: «Notre objectif n'est pas de faire des actions d'éclat. Nous ne souhaitons pas montrer du doigt les

gens qui font de la corruption, mais réunir ceux qui ne veulent plus en faire. Nous voulons avancer pas à pas, en constituant notamment des archives d'articles que pourront consulter ceux qui font des recherches...» C'est dire le radicalisme de la méthode et des objectifs.

Cette association a publié un hit-parade de la corruption dans 41 pays d'où il ressort que le Danemark arrive en tête des pays les plus « honnêtes » avec la Nouvelle-Zélande. Pour donner une idée du degré d'honnêteté ainsi mesuré, signalons qu'au Danemark la législation permet aux entreprises de déduire de leurs déclarations fiscales les pots-de-vin payés à l'étranger pour obtenir des contrats. La France viendrait au 18e rang, derrière des pays tels l'Allemagne, le Chili, les Etats-Unis, ou Hong-Kong.

Un périodique allemand se plaignait récemment d'une aggravation de la situation, déplorant que le prix du potde-vin soit en nette augmentation. Alors que l'on estimait voilà quelques années ce potde-vin à 2% de la commande, il faut maintenant compter souvent de 15 à 20 %. Les spécialistes estiment que 5 à 15 % de la commande seraient sacrifiés pour «graisser la patte» en Espagne, en Russie, en Iran, 5 à 10% en Turquie, 10% en Grèce.

Rien de surprenant dans ces révélations, qui ne sont nullement secrètes pour le premier brasseur d'affaires venu. Mais ces faits mettent plus que jamais à l'ordre du jour la nécessité que les travailleurs, les usagers, les clients aillent voir de plus près les comptabilités des grandes entreprises.

J.G.

#### En Allemagne comme en France

# LES MÊMES RECETTES

Les dirigeants allemands de coûts étaient nécessaires viennent d'annoncer qu'ils projettent une réduction « drastique » de la rémunération des salariés pendant leurs arrêts maladie. Cette réduction pourrait atteindre 20% de ce qui est perçu pendant les quatorze premiers jours de maladie.

Un député de la majorité a expliqué que le gouvernement entendait ainsi décourager « les tire-auflanc » car « tous doivent fournir un petit effort. » Dans le débat une autre député a invoqué la concurrence internationale, expliquant que « des réductions dans ce secteur pour préserver la compétitivité des entreprises allemandes qui, comparées à leurs concurrentes étrangères, supportent les plus lourds coûts sociaux annexes»

On a déjà entendu ces arguments quelque part. Ici, on nous sert les mêmes, et pour les mêmes objectifs : préserver les profits des capitalistes. Pas plus outre-Rhin qu'ici, il n'est envisagé de demander aux profiteurs de faire ce «petit effort» qui permettrait aux travailleurs de préserver les droits de se soigner au niveau actuel.

# Dans les entreprises

#### **SNECMA Villaroche** (Seine-et-Marne)

# PAS DE CHÔMAGE POUR LES COUPS TORDUS

Toute l'usine de Villaroche était au chômage pendant les trois jours précédant le pont du 15 août. La direction en a profité pour redoubler d'activité en matière de restructuration et du déménagement projeté de tout un secteur ouvrier de l'usine, le Bâtiment 3, qu'elle veut déplacer à l'usine de Corbeil.

Pas moins de 54 machines sur les 117 que comportait l'atelier ont ainsi été démontées. Des câbles électriques tronçonnés à la hâte témoignent de la rapidité avec laquelle les travaux ont été effectués. Certaines machines ont même été emportées avec les pièces en cours d'usinage!

Depuis mai et l'annonce de son plan de restructuration de toute la SNECMA (surnommé «plan Dufour» du nom de son PDG), actions et débrayages se sont succédé. Concernant le Bâtiment 3 à Villaroche et devant l'opposition unanime des salariés, la direction avait fait mine de négocier. Chaque semaine avait été émaillée de débrayages, blocages aux entrées de l'usine; des réunions baptisées «commissions de transfert» avaient rassemblé syndicats et salariés. Mais pour la direction,

il s'agissait seulement de jouer la montre.

Aujourd'hui, après ce déménagement en catimini des machines, la CGT réitère son refus de tout départ de l'atelier, exige la réintégration des machines et dénonce ce qu'elle appelle «la casse de la SNECMA» au nom de la « défense de l'entreprise » comme elle dit. Mais pour la majorité des travailleurs confron-

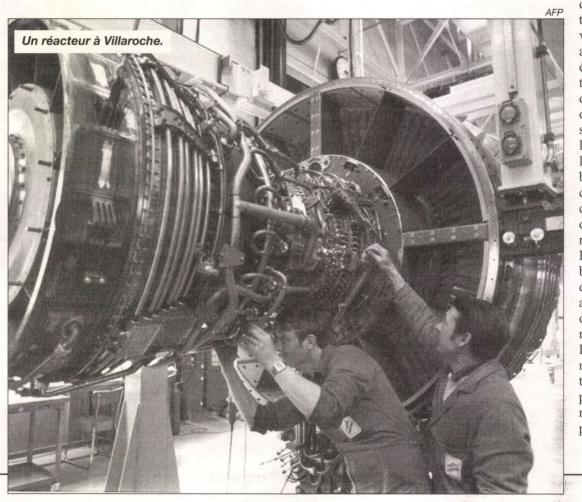
accompli de la direction, le problème aujourd'hui est surtout d'exiger et d'obtenir les compensations et les garanties qui leur permettront de ne pas en faire les frais. Ils sont bien sûr opposés à ce transfert et aux baisses de salaires qui, à plus ou moins long terme, en seront la conséquence. Par exemple, les transports quotidiens sur le site de Villaroche sont payés par la SNECMA, ce qui serait terminé tés à cette politique du fait en cas de mutation à Corbeil. Au

fil des années, beaucoup de travailleurs se sont installés plus au sud, jusque dans le département de l'Yonne. Un déménagement à Corbeil signifierait, pour eux et pour leurs familles, des pertes considérables en argent, en temps, en qualité de vie.

Jeudi et vendredi derniers, des opérations de blocage des cars de la Normale ont repris. Malgré les congés et des ateliers quasi déserts, quelques travailleurs du Montage sont venus en renfort. La direction a alors menacé de ne pas payer les retardataires qui ne récupéreraient pas mais, dans les cars, la plupart des salariés sont restés tranquillement assis, attendant la fin du blocage.

Pendant le week-end, à l'initiative de la CGT, des tours de surveillance des machines restantes ont été organisés. Plus de la moitié des travailleurs présents actuellement au Bâtiment 3 sont venus. Le dimanche, en fin d'après-midi, une distribution de tracts au péage de l'autoroute voisine a permis à de nombreux automobilistes de faire quelques économies... Ces quelques réactions peuvent certes prouver à la direction que même en période de congés, alors que nous sommes encore assez peu à l'usine, nous n'entendons pas laisser faire. Mais nous sommes bien conscients que, pour contrecarrer ses plans, pour la contraindre à respecter nos droits, nos vies, nos salaires, il nous faudra faire beaucoup plus. Dans les jours qui viennent, et bien que tout le monde ait refusé de signer un avenant de mutation au contrat de travail, la moitié des camarades du Bâtiment 3 recevra son affectation à Corbeil. Les retours de vacances qui amènent des renforts face à la direction seront alors les bienvenus pour envisager la nécessaire mobilisation plus large et plus puissante.

Correspondant LO



Alsthom Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis)

# DES PLANS DE LICENCIEMENTS A REPETITION

A l'Alsthom a annoncé avant l'été un plan de suppression d'emplois. Ce plan touche à la fois l'usine de Saint-Ouen et celle du Havre, qui fabriquent toutes deux des transformateurs.

Ce n'est pas le premier plan de la sorte. En fait la direction ne s'en cache pas, elle a l'intention de faire disparaître l'usine du Havre, une unité qui a compté plus de 1000 salariés il n'y a pas si longtemps. Elle avait déjà projeté de le faire il y a un an et demi. Mais la conjoncture politique ne s'y prêtait guère : au moment où le gouvernement

Balladur aidait les entreprises à 745 à moins de 400 salariés et moment venu. Mais là encore, est-il juste? on n'en sait rien, la aint-Ouen, la direction aller en province et multipliait les nous, à Saint-Ouen, nous avions avoir recours aussi allégrement aux direction ne donnant pas les mesures plus ou moins bidon contre le chômage, au moment de la discussion de la loi quinquennale, laisser un grand groupe comme l'Alsthom rapatrier des productions de province vers Paris et licencier sans autre forme de procès, cela faisait désordre dans le tableau.

Au Havre, une union sacrée s'était alors constituée, réunissant le préfet, le sénateur RPR (qui avait des visées sur la mairie du Havre), le maire du Havre (PCF à l'époque) et la CGT du Havre, majoritaire sur le site. La direction avait finalement «reculé». Façon de parler puisqu'elle avait maintenu des productions sur le site du Havre, répartissant les licenciements sur différentes usines du groupe. Le Havre était tombé de perdu 200 emplois et vu licencier 22 camarades, le reste se répartissant entre départs en retraite et en

Cette année, la direction remet cela. Avant les vacances, elle annonçait qu'elle voulait quasiment fermer l'usine du Havre, ne laissant sur place qu'un atelier de 192 personnes. Toute production de transformateurs serait supprimée, seul subsisterait un atelier de chaudronnerie. Jusqu'à quand, cela n'est pas dit. Pour Saint-Ouen, le plan devait se traduire par 87 suppressions d'emplois, se répartissant en 32 FNE, 7 mises en retraite et 48 mesures de «portage», qui consistent en ce que la direction paye les salariés de 53 à 56 ans, le gouvernement s'engageant à assurer à ces salariés des FNE le

licenciements même déguisés en FNE à Saint-Ouen, au moment de la mise en place du gouvernement Chirac et de ses déclarations tonitruantes contre le chômage, cela faisait un peu désordre. Alors les pouvoirs publics sont intervenus et ont fait pression pour que la direction revoie son plan. Résultat, au mois d'août, le «portage» est supprimé et remplacé par des mesures de préretraites progressives, qui concernent beaucoup moins de monde et sont moins généreuses. Pour le reste, c'est le flou le plus total et la direction parle désormais de conventions de conversion, en clair de licenciements secs. Quant au Havre, ce qui est proposé c'est la mise en place des 32 heures qui permettraient, d'après la direction, de sauver 20 emplois. Le calcul

moyens de le vérifier. Et en plus, ce passage à 32 heures se ferait bien sûr avec réduction de salaire et surtout en faisant désormais tourner les ateliers sur 6 jours, ce qui dégraderait un peu plus la vie des salariés du Havre.

Voilà comment la direction d'un grand groupe comme l'Alsthom crée du chômage. Comme c'est un groupe connu, les pouvoirs publics se donnent des airs d'intervenir. Inutile de dire que dans les petites entreprises moins médiatisées, les patrons ne se gênent guère. Mais, on le voit dans le fond, si l'Alsthom fait mine de composer avec le gouvernement, il continue systématiquement sa politique de réduction d'emplois.

Correspondant LO

#### Lire

# LA MISE À MORT de Christoph HEIN

La mise à mort est un recueil de nouvelles dont la dernière et la plus longue donne son titre au livre écrit par un auteur de l'ex-RDA et paru en Allemagne l'année dernière, c'est-à-dire quatre ans après la réunification.

Un humour souvent grinçant se retrouve dans nombre de nouvelles qui se situent presque toutes dans l'Allemagne de l'Est, de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la chute du mur de Berlin.

La dernière histoire se déroule dans une ferme d'Etat en RDA et nous plonge au milieu des affrontements entre les chefs des brigades de l'élevage et le président de la coopérative à propos de l'occupation des étables. Le fourrage manque, du coup les bœufs ont un poids insuffisant,

sont refusés par les services des abattoirs et encombrent des étables destinées à d'autres bêtes. Bref un vrai casse-tête, qui permet à l'auteur d'égratigner au passage les tares de l'ancien système soi-disant socialiste.

Sur un ton délibérément détaché, l'auteur, qui ne s'est jamais voulu un dissident, choisit ici de raconter des histoires ordinaires pour mieux révéler les mensonges des discours officiels de cet Etat prétendument communiste, dont les tares ont déjà été largement commentées par la presse depuis qu'il a disparu. Christoph Hein nous conduit donc sur des chemins déjà amplement battus, mais avec des détours, dans la construction de ses récits, qui suscitent l'attente du lecteur et ne manquent pas de charme.

Que ce soit dans la nouvelle intitulée Attention, verglas, où, au détour d'un portrait d'un petit-bourgeois arriviste, on découvre que, dans sa jeunesse, il a envoyé une lettre anonyme pour dénoncer son meilleur ami et le supplanter au poste de directeur d'un institut; ou encore à propos du viol d'une vieille femme par deux soldats russes en 1945 - événement qui subira un odieux travestissement dans le discours prononcé par sa petite-fille, devenue responsable du parti, quarante ans plus tard.

On se plaît à suivre ces petites chroniques aux personnages variés et parfois attachants.

**Annie ROLIN** 

La mise à mort de Christoph Hein

Editions Anne-Marie Métailié, 182 p. 105 F.

#### Christoph Hein La mise à mort

MÉTAILIÉ

## DU CRIME AU BOURREAU

#### d'Arthur UPFIELD

Voici un roman policier qui a de quoi dépayser le lecteur français, comme tous ceux de la série d'Arthur Upfield.

L'action se situe dans un village du «bush», la brousse australienne, qui a survécu à l'épopée passée des chercheurs d'or. L'inspecteur Napoléon Bonaparte (sic), métis de Blanc et d'aborigène australien, est envoyé dans ce village pour élucider une série de crimes.

Dans la région, vivent en bonne intelligence des petits Blancs et une tribu d'aborigènes nomades. En échange de la fourniture périodique de vivres et de tabac, les aborigènes travaillent occasionnellement pour les Blancs. En particulier les policiers utilisent certains d'entre eux comme « traqueurs », capables, d'après les traces d'un individu, « d'en savoir plus long sur l'individu que lui-même n'en sait sur lui »...

Les soupçons se portent sur un jeune apprenti boucher, ancien délinquant et qui part de temps à autre en virée avec les aborigènes.

Napoléon Bonaparte, initié par la tribu de sa mère aux secrets de la brousse et de la traque, doit non seulement trouver le coupable, mais prouver sa culpabilité aux juges blancs. Et c'est sans doute le plus difficile, car les traces qui « convaincraient sans difficulté un millier

d'aborigènes » sont irrecevables pour un juge citadin « qui ne connaît pas la différence entre des traces de dingo et des traces de renard »...

A l'opposé des romans policiers habituels où l'action et l'enquête se mènent tambour battant dans la fièvre des grandes villes, là, l'enquête se déroule au rythme paisible du mode de vie des habitants. Car c'est bien la brousse et elle seule qui pourra livrer le coupable.

Pour découvrir ces «polars» australiens, qui ne se réduisent pas à de simples intrigues criminelles, le mieux est sans doute de commencer par *Mort d'un lac* et *L'homme des deux tribus*. Les descriptions des conditions de vie et de la nature dans ces régions sont très impressionnantes et d'une lecture agréable.

On les trouve dans la collection 10/18. 48 F

**Christian BERNAC** 

nos

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE À NANCY

septembre à partir de 16 heures Centre culturel Jean l'Hôte à Neuves-Maisons

Samedi 30



# A PROPOS DE LA PRÉTENDUE AUGMENTATION DES RETRAITES

Les retraités doivent saluer bien bas le gouvernement capitaliste actuel comme les précédents! En effet, l'augmentation annoncée – 0,5 % – est tellement basse qu'elle en devient insultante face aux diverses augmentations de prix, en particulier celle de 2 % de la TVA.

Ayant été en activité depuis l'âge de 13 ans et demi, maintenant, à 67 ans, je perçois 5 066,81 F au lieu de 5 041,59 F touchés depuis au moins trois ans : 25,22 F de différence!

La mendicité est interdite dans beaucoup d'endroits, alors pourquoi la faire à d'anciens travailleurs? D'autant plus que certains reçoivent moins encore!

J. R. Paris 18<sup>e</sup>

# LA SOIF DES PROFITS AGGRAVE LA SÉCHERESSE

La Banque Mondiale a publié récemment, aux États-Unis, un rapport concernant l'eau potable et l'eau d'irrigation, indispensables à la production agricole et donc à l'alimentation de la population de la planète. Ses conclusions sont formelles : il y aura pénurie d'eau potable au siècle prochain. Et de pronostiquer les catastrophes que cela entraînera pour l'humanité.

Ce bilan, alarmiste pour demain, des experts de la Banque Mondiale s'accompagne d'une description de la situation actuelle, immédiate, vécue jour après jour, par des millions d'êtres humains qui, dans les pays du Tiers Monde, souffrent d'un dramatique manque d'eau.

Ainsi, selon cet organisme peu suspect de faire de la propagande anti-capitaliste, aujourd'hui, 80 pays souffrent de carence en eau, soit 40 % de la population mondiale. Environ 40 000 enfants meurent chaque jour (soit 15 millions par an) des suites de maladies provoquées par l'utilisation d'eau impropre à la consommation. Et bien sûr, ce sont les pays du Tiers Monde, les pays anciennement colonisés par des puissances comme la France, qui sont ici concernés. Il y a dix ans (mais la situation n'a guère dû s'améliorer depuis), les trois quarts des concentrations urbaines dans les pays pauvres ne disposaient pas de réseaux d'eau potable, ni d'installations efficaces d'assainissement des eaux usées : par exemple, 2% seulement des eaux usées sont traitées à Buenos Aires, au Brésil. Le rapport de la Banque Mondiale indique qu'en Ethiopie, au Rwanda, au Burundi, au Bangladesh, la consommation domestique par habitant et par an est de 6 m<sup>3</sup>. Mais ce n'est qu'une moyenne qui cache le fait que pour une poignée de privilégiés de chacun de ces pays l'eau coule à flots tandis que l'immense majorité de la population en est privée. Mais même cette moyenne est éloquente quant à la misère de ces pays lorsqu'on la rapporte à la consommation, movenne également, par an et par habitant aux États-Unis: 200 m<sup>3</sup>!

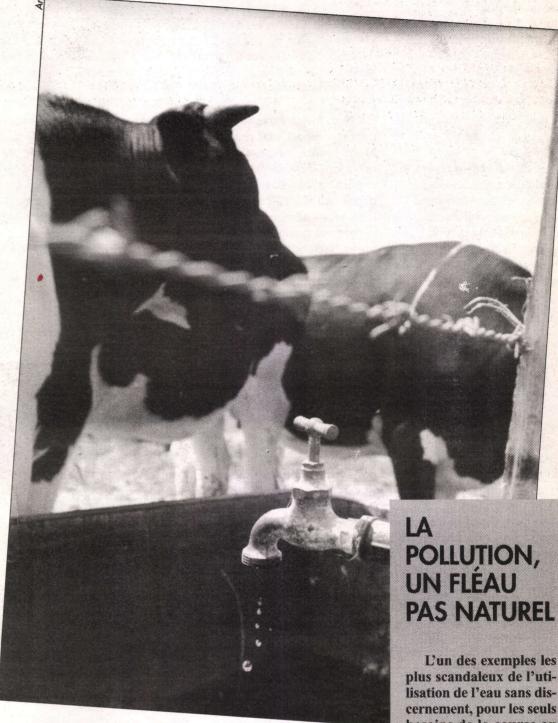
Si des populations entières d'un continent comme l'Afrique souffrent de pénurie d'eau, ce n'est pas seulement par manque de ressources naturelles. Des fleuves immenses irriguent bien des pays. Lorsque les colonisateurs et les firmes impérialistes utilisent leurs ressources en eau,

c'est pour développer des cultures d'exportation comme le coton qui, justement, épuise l'eau et les sols. Ou bien l'anarchie, la gabegie dans l'exploitation des ressources naturelles en eau engendrent à terme des pénuries dramatiques.

La solution que la Banque Mondiale préconise? « Offrir à l'entreprise privée l'occasion de gérer efficacement un système apparaît aujourd'hui comme le moyen de fournir les meilleures prestations au meilleur coût pour les pauvres» a expliqué son vice-président en présentant le rapport en question. Ainsi la seule conclusion que ces gens aux ordres des puissances industrielles, des banques et des hommes d'affaires de toute sorte sont capables de tirer du dramatique constat qu'ils ont euxmêmes dressé, est de donner aux principaux responsables de la pénurie encore plus de pouvoir! Comme si le libéralisme économique, la concurrence des entreprises privées, leur soif de profits - à commencer par celles qui se partagent le marché de la distribution des eaux - n'étaient pas responsables de la gabegie et de la pénurie qui s'instaure!

Mais pour que le siècle à venir ne soit pas celui de « la guerre pour l'eau » comme le prédisent les experts de la Banque Mondiale, c'est dès aujourd'hui, qu'il faudrait mettre fin à la mainmise privée sur toutes les ressources de la planète et sur leur gestion.

**Christian BERNAC** 



#### La pénurie d'eau en Europe,

#### A NATURE VICTIME DU CAPITALISME

Même si cela ne semble pas évident pour les vacanciers qui, ici ou là, peuvent être importunés par les orages, les services météorologiques constatent que la sécheresse progresse en Europe.

Dans le sud de l'Espagne, elle a entraîné le rationnement de l'eau. Dans la station balnéaire de Marbella, sur la côte sud, l'eau est coupée plusieurs fois par jour. Dans une ville voisine, on se partage l'eau, un jour sur deux.

Mais il n'y a pas que dans de telles régions, naturellement victimes du manque de pluie et d'eau, que la sécheresse frappe cette année. Ainsi, en Grande-Bretagne, s'il ne pleut pas d'ici la fin de ce mois, ce sera «l'été le plus sec depuis le début des relevés, en 1727» (d'après le Meteorological Office). Les neuf compagnies régionales qui distribuent l'eau ont d'ailleurs décidé d'appliquer des mesures autoritaires de rationnement. 18 millions d'Anglais n'ont plus le droit d'arroser leurs pelouses et la Severn Trent, une de ces compagnies, envisage d'utiliser l'hélicoptère pour prendre en défaut les contrevenants à qui il en coûterait une amende pouvant aller détriment des investissements jusqu'à l'équivalent de 7500 F!

Certes, que les pelouses anglaises jaunissent un peu n'apparaît pas comme une catastrophe de premier ordre. Cependant, la situation actuelle dans les pays européens, c'est-à-dire développés et privilégiés par rapport au reste du monde, n'est pas simplement la conséquence des caprices de la nature ou de l'irresponsabilité des consommateurs individuels. Ceuxci ne représentent d'ailleurs qu'environ 15 % de la consommation totale d'eau qui est le fait, pour l'essentiel, de l'industrie et surtout de l'agriculture pratiquée sur les grandes exploitations. C'est dire que les responsables de la sécheresse sont aussi à rechercher du côté du grand capital. En Angleterre, face au rationnement

actuel des particuliers, une association de consommateurs accuse les compagnies de l'eau, privées depuis 1989, d'avoir privilégié la progression de leurs bénéfices et l'intérêt de leurs actionnaires au utiles au traitement et à la distribution. L'association dénonce en particulier le peu de ressources consacrées à la réparation des nombreuses fuites qui font perdre jusqu'à un tiers de l'eau acheminée dans les conduites!

En Angleterre, comme en France (où récemment de grandes sociétés comme la Compagnie Générale des Eaux, la Lyonnaise des Eaux, Bouygues, etc., furent sur la sellette), comme en Espagne, en Italie et dans combien d'autres pays européens, l'eau n'est pas tant considérée comme une ressource naturelle indispensable au bien-être des populations que comme une source de profits pour les capitalistes qui en ont la gestion, la disposition, la liberté d'exploitation.

L'un des exemples les plus scandaleux de l'utilisation de l'eau sans discernement, pour les seuls besoins de la course au profit d'une poignée d'industriels, et les dégâts que cela entraîne pour toute la collectivité, est donné par le Rhin.

Surnommé «l'égout de l'Europe», il charrie 4000 tonnes de métaux lourds et 7 000 tonnes d'hydrocarbures par an. L'usine Sandoz, par exemple, a entraîné une pollution qui exigera 20 ans pour être éliminée. Le Rhin doit pourtant continuer à alimenter plus de 20 millions d'habitants en eau potable! Et il n'est que l'un des nombreux fleuves transformés en poubelles par les rejets industriels. Quant aux nappes phréatiques souterraines, il est notoire depuis longtemps qu'elles peuvent être complètement polluées par les engrais massivement utilisés dans l'agriculture...